



Qui profiterait politiquement d'un incident terroriste en sol états-unien? L'étrange affaire de Umar Farouk Abdul Mutallab

Par [Tom Burghardt](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Mondialisation.ca, 10 janvier 2010

10 janvier 2010

En dépit des 40 milliards de dollars que les états-unien ont dépensés dans la sécurité aérienne depuis 2001, mesure prétendument destinée à contrecarrer les attaques contre le Heimat, la tentative ratée de Umar Farouk Abdul Mutallab de faire tomber le vol 253 de Northwest Airlines à Détroit le jour de Noël a été déjoué, non pas par l'exorbitante bureaucratie du contreterrorisme, mais par les passagers.

Quelle façon de valider la vieille expression des Wobblies : L'action directe donne des résultats!

Et pourtant, plus on regarde de près les preuves entourant l'étrange affaire de Umar Farouk Abdul Mutallab, plus les présumés « échecs du renseignement » paraissent sinistres. Alors que cette histoire se développe, il devient fort évident que les responsables de la sécurité des États-Unis possédaient bien plus d'informations sur le kamikaze potentiel aux sous-vêtements piégés que ce que l'on nous a révélé.

The Observer a [divulgué](#) le 3 janvier que l'État secret britannique avait Abdulmutallab à l'œil depuis plusieurs années et qu'il était devenu « impliqué politiquement » dans « des réseaux extrémistes » alors qu'il étudiait au University College de Londres, où il était président de l'Islamic Society.

En examinant « les échanges de courriels et de textes », les officiers de la sécurité prétendent avoir découvert tardivement qu'« il était en contact avec des djihadistes dans le monde entier depuis 2007. »

En effet, le Sunday Times a [révélé](#) que le présumé terroriste de 23 ans « « était en contact » avec des extrémistes surveillés par le MI5 ». Les officiers ont affirmé que Abdulmutallab « « débutait un périple » en Grande-Bretagne », lequel s'est terminé la semaine dernière lorsqu'il a tenté de mettre en pièces le vol 253.

Des « officiers britanniques » anonymes soutiennent qu'« aucune de ces informations n'a été transmise » à leurs homologues états-unien : à première vue, cela semble être un pur mensonge.

Le Sunday Times rapportait que les responsables de la sécurité ont « maintenant remis un dossier » aux officiers du contreterrorisme démontrant « ses contacts fréquents avec des cibles du MI5, lesquels faisaient l'objet d'écoute téléphonique, d'interception de courriels et

autres formes de surveillance. »

Cependant, rien de tout cela ne devrait surprendre qui que ce soit. À la lumière des multiples avertissements ayant précédé les atrocités terroristes antérieures, la fuite sélective d'informations à la presse britannique, étaye à sa façon la version officielle voulant que la tragédie évitée à bord du vol 253 n'était que le résultat « d'échecs [omniprésents] du renseignement »

Toutefois, comme on l'a vu avec Mohammed Atta, Richard Reid et Mohammad Sidique Khan, le « périple » de Abdulmutallab a été entrepris par bien d'autres auparavant, souvent avec un clin d'œil et un hochement de tête des responsables de la sécurité britanniques et états-uniens, lorsque cela servait les ambitions géostratégiques de leurs maîtres politiques.

En tant que chercheur en sécurité et analyste, Nafeez Mosaddeq Ahmed a écrit dans le [New Internationalist](#) (octobre 2009) : « Le terrorisme islamiste ne peut être compris si l'on ne reconnaît pas à quel point ses réseaux sont utilisés par les services de renseignement militaires occidentaux, à la fois pour contrôler les ressources énergétiques stratégiques et pour contrer leurs rivaux géopolitiques. Même à l'heure actuelle, presque une décennie après le 11 septembre, le financement clandestin des réseaux d'Al-Qaida se poursuit. »

Les conclusions de Ahmed suivent de près celles de Michel Chossudovsky, Peter Dale Scott et Richard Labévière, lesquels ont minutieusement documenté les liens étroits avec les agences de renseignement occidentales dont ont bénéficié depuis des décennies les groupes complexes de djihadistes connus sous le nom d'Al-Qaida.

Le fait que des agents du renseignement, dont ceux situés aux plus hauts niveaux de l'appareil de sécurité de l'État secret, n'ont rien fait pour empêcher un présumé opérateur d'Al-Qaida de monter à bord d'un avion –un effrayant écho aux attaques du 11 septembre – met en doute le tissu de mensonge médiocre expliqué dans la version officielle.

Un « échec » du renseignement ou un « succès » fou pour les entreprises de sécurité?

Accusé le 26 décembre d'avoir tenté de faire exploser un avion de ligne états-unien, Abdulmutallab « figurait dans une base de données états-unienne sur le terrorisme » selon le [Washington Post](#).

Le Post a révélé que le nom du suspect « a été ajouté en novembre au système Terrorist Identities Datamart Environment ou TIDE. » On le décrit come une liste « fourre-tout », laquelle « contient environ 550 000 individus » et il est géré par l'« Office of the Director of National Intelligence at the National Counterterrorism Center ».

Cependant, le New York Times [rapportait](#) le 31 décembre que la « National Security Agency avait intercepté il y a quatre mois des conversations entre des leaders d'Al-Qaida au Yémen qui discutaient d'un complot visant à utiliser un Nigérian pour une prochaine attaque terroriste ».

Les reporters du Times Mark Mazzetti et Eric Lipton, citant des « représentants [non nommés] du gouvernement », ont révélé que « les interceptions électroniques étaient traduites et distribuées à travers des réseaux informatiques confidentiels » des mois avant que Abdulmutallab ne monte à bord du vol 253 à Amsterdam.

Toutefois, lorsque les interceptions de la NSA ont abouti au National Counterterrorism

Center ([NCTC](#)), supervisé par l' Office of the Director of National Intelligence ([ODNI](#)), les analystes « n'ont pas établi de liens entre les renseignements relatifs à l'écoute clandestine et les informations recueillies en novembre », lorsque le père de Abdulmutallab a fourni des informations cruciales à l'ambassade des États-Unis au Nigéria concernant les liens de son fils avec les atouts disponibles dans la base de donnée afghano-arabe des services de renseignement occidentaux, également connue sous le nom d'Al-Qaida.

La demande de commentaires du NCTC s'est révélée une tâche décourageante. Comme l'exprime prudemment le Times, « les responsables au centre de contreterrorisme [...] ont gardé un silence stoïque mercredi, en mentionnant que le rapport commandé par le président Obama était en cours ».

Malgré les révélations dans la presse britannique, la Maison-Blanche maintient que les agences de renseignement états-uniennes « n'ont pas raté de « pistolet fumant » » qui aurait pu prévenir l'attaque sabotée », rapportait l'[Associated Press](#) le 3 janvier.

L'assistant de la Maison-Blanche John Brennan, en citant des « défaillances » et des « erreurs » dans le partage d'informations, a affirmé : « Il n'y avait aucun renseignement disant « cet homme montra à bord d'un avion » »

Comme nous le verrons bientôt, M. Brennan a toutes les raisons de se cacher derrière de tels mensonges.

Le journaliste d'enquête Tim Shorrock, auteur de l'indispensable livre [Spies for Hire](#), [rapportait](#) dans CorpWatch que le NCTC est une agence de contreterrorisme sous-traitante, pleine à craquer d'entrepreneurs en sécurité, dans le marché très lucratif de la sécurité intérieure.

En effet, The Analysis Corporation ([TAC](#)), une filiale détenue en propriété exclusive par l'entreprise œuvrant dans la défense et le renseignement Global Strategies Group/North America, « se spécialise dans la production d'analyses sur le contreterrorisme et de listes de surveillance pour les agences gouvernementales des États-Unis ».

Selon Shorrock, « elle est mieux connue pour ses liens avec John O. Brennan, son ancien PDG, un vétéran de la CIA, où il a passé 35 ans, et actuellement conseiller principal du président Obama en contreterrorisme. M. Brennan, le premier directeur du NCTC, a quitté le gouvernement en novembre 2005, et s'est immédiatement joint à TAC ».

Shorrock révèle que « TAC fait principalement affaire avec le NCTC. En réalité, le NCTC est l'un des plus importants clients de la compagnie, laquelle offre un soutien en contreterrorisme (CT) à « la plupart des agences de la communauté du renseignement », d'après un communiqué de presse de la compagnie. Un de ses plus importants client est l'Office of the Director of National Intelligence, lequel gère le NCTC ».

Shorrock raconte que « durant les années 1990, TAC a développé la première base de données sur le terrorisme du gouvernement états-unien, « Tipoff », pour le compte du Département d'État ».

L'auteur décrit comment « la base de données était initialement conçue comme un outil pour aider les fonctionnaires consulaires et les inspecteurs des douanes à déterminer si les étrangers tentant d'entrer aux États-Unis étaient des terroristes connus ou présumés. »

Dans la foulée des attaques du 11 septembre et des réorganisations subséquentes de la bureaucratie relative à la sécurité, le journaliste enquêteur nous informe qu'« en 2003, la gestion de la base de données - qui recevait ses informations collectées par un grand nombre d'agences incluant la CIA, la NSA et le FBI - a été transférée au Terrorist Threat Integration Center (TTIC) de la CIA et ensuite au National Counterterrorism Center ».

« En 2005, révèle Shorrock, Tipoff a été élargie et renommée Terrorist Identities Datamart Environment ou TIDE et un logiciel d'empreintes digitales et de reconnaissance faciale a été ajouté pour aider à identifier les suspects alors qu'ils traversaient les frontières états-uniennes. »

En dépit de la totale inutilité d'une base de données débordante contenant plus de 1,3 millions de noms selon [l'American Civil Liberties Union](#), et non 550 000, un chiffre sous-estimé cité par les médias dominants, TIDE a été un bienfait inappréciable pour TAC.

« Durant les cinq années qui ont suivi le 11 septembre, signale Shorrock, les revenus de TAC ont quintuplé, allant de moins de 5 millions de dollars en 2001 à 24 millions en 2006. Cette même année, l'entreprise a accru sa visibilité dans la communauté du renseignement en créant un « conseil consultatif supérieur » incluant trois gros joueurs de la CIA : l'ancien Directeur George J. Tenet, l'ancien Dirigeant principal de l'information Alan Wade, ainsi que l'ancien analyste principal John P. Young. »

Et qu'est-ce que le peuple états-unien a gagné avec la maximisation des profits corporatistes?

En tant que journalistes d'enquête, Susan et Joseph Trento ont révélé dans leur livre de 2006 [Unsafe At Any Altitude](#) - un ouvrage ignoré mais très toulant—que la plupart des pirates de l'air du 11 septembre, dont Mohammed Atta, Hani Hanjour, Khalid al-Mihdhar et Majed Moqed « ont été signalés par le CAPPs (Computer-Assisted Passenger Prescreening System) ».

Toutefois, en raison des bêtises de la CIA et du FBI ayant rendu les informations des listes de surveillance inutiles pour empêcher les suspects de monter à bord des avions de linges, « la seule chose qui a été faite en conséquence a été de garder au sol les bagages de plusieurs membres de l'équipe d'Al-Qaida jusqu'à ce que le personnel de bord ait confirmé qu'ils étaient montés à titre de passagers.

Et lorsque l'on considère que Abdulmutallab n'avait même pas de bagage à enregistrer, les présumées « défaillances » sont d'autant plus flagrantes.

Selon les Trento, « le FBI, la CIA, la NSA et le Département de la Sécurité intérieure refusent de donner aux transporteurs aériens une liste exacte des personnes interdites de vol, permettant ainsi aux terroristes les plus menaçants de continuer à prendre l'avion ». Y a-t-il là une tendance? Bien sûr qu'il y en a une!

Le 31 décembre, un « responsable du contreterrorisme » a mentionné au [Wall Street Journal](#) : « Si vous regardez ces rapports, ils soulève des questions importantes sur l'exactitude et les omissions relativement au processus des listes de surveillance, qui, de toute évidence, n'a pas été ajusté depuis le 25 décembre. « Pour l'essentiel, le repérage se fait aveuglément et ce n'est pas efficace ». »

Cependant, nous pouvons être certains que très peu sera fait en matière d'enquête musclée

sur cette brèche dans la sécurité. Le New York Times a [révélé](#) que l'on a « accordé » à l'ancien PDG de TAC, John O. Brennan, « une immunité déontologique spéciale [...] pour réviser les failles du renseignement et du repérage ayant précédé l'attentat à la bombe raté de Noël à bord de l'avion de voyageurs dans le ciel de Détroit ».

Entrée en scène de la CIA, côté jardin (à l'extrême droite)

Quelle « autre agence gouvernementale » pourrait avoir supprimé des renseignements sur le futur kamikaze?

Le 29 décembre, CBS Evening News [révéla](#) que « dès août 2009 », ce qui coïncide approximativement avec la période des interceptions de la NSA, « la Central Intelligence Agency collectait des informations sur une personne présentant un certain intérêt surnommée le « Nigérian », soupçonné d'avoir rencontré des « éléments terroristes » au Yémen ».

Des « sources anonymes » du renseignement ont affirmé à CBS que « le Nigérian » s'est avéré être Umar Farouk Abdulmutallab ». Mais ce lien « n'a pas été établi lorsque le père d'Abdulmutallab s'est rendu à l'ambassade des États-Unis au Nigéria trois mois plus tard le 19 novembre 2009. C'est à ce moment qu'il a exprimé de fortes inquiétudes aux agents de la CIA à propos des liens de son fils avec les extrémistes au Yémen, un foyer d'activité d'Al-Qaida ». CBS prétend que « ces informations n'ont été associées qu'après la tentative d'attentat de Noël ».

Des reportages antérieurs ont allégué que le père d'Umar, Alhaji Umaru Mutallab, un riche banquier nigérian et ancien haut représentant gouvernemental, n'avait exprimé aux responsables de l'ambassade qu'une vague préoccupation concernant la discorde avec son fils, laquelle « pourrait avoir » un lien avec sa « ferveur religieuse » grandissante. Ça aussi, s'avère être un mensonge.

Le Times a rapporté qu'« un cousin de la famille avait cité le père d'Umar avertissant les responsables du Département d'État et de la Central Intelligence Agency au Nigéria : « Regardez les textes qu'il envoie. Il est une menace pour la sécurité. » »

Rien de vague dans cette révélation, mais plutôt une preuve concrète sous la forme de « textes », qui, nous le savons désormais, ont été interceptés par la sécurité britannique et comprenaient « des écoutes téléphoniques, des interceptions de courriels et autres formes de surveillance » par le MI5, et qui ont poussé un père angoissé à exprimer des craintes bien fondées à propos de son fils aux responsables états-uniens.

Toutefois, comme la source du Times leur a mentionné : « Ils ont promis d'examiner le tout. Ils ne l'ont pas pris au sérieux ».

Et c'est là que l'histoire prend une tournure décidément malveillante. Selon le Times, « les responsables de la CIA au Nigéria ont également préparé un rapport distinct en compilant de l'information bibliographique au sujet de M. Abdulmutallab, comprenant sa formation académique ainsi que des renseignements à l'effet qu'il désirait poursuivre des études en droit islamique au Yémen »

Mark Mazzetti and Eric Lipton ont révélé que « [c]e télégramme a été envoyé au quartier général de la CIA à Langley, Va., mais n'a pas été transmis aux autres agences de renseignement, ont expliqué des responsables gouvernementaux mercredi ».

Là encore, ils étaient peut-être tout à fait au courant de la pente glissante sur laquelle s'était aventuré Abdulmutallab et ont plutôt choisi de fermer l'œil. Rejoignant de près les divulgations des médias britanniques, les preuves suggèrent que les renseignements de la CIA fournis par les interceptions de la NSA, leurs propres opérateurs sur le terrain au Yémen ainsi que les rapports de surveillance du MI5 ont été scrupuleusement ignorés par des factions au sein de l'État secret, qui ont retenu des informations cruciales qui allaient désarmer et paralyser les procédures de sécurité habituelles face à une attaque qu'ils savaient imminente. «

Servant notoirement d'écho aux politiciens malhonnêtes, aux représentants Bushistes et à la déclaration d'innocence par la Commission d'enquête sur le 11 septembre, les médias corporatifs nous ont dit que les attaques terroristes du 11 septembre 2001 étaient le résultat d'un « manque d'imagination » des responsables du contreterrorisme « pour établir des liens ».

Il semble qu'il y avait beaucoup de « liens » dans l'affaire d'Abdulmutallab et pourtant, si vous croyez inexplicablement la version officielle, et si, de manière sinistre vous ne la croyez pas, pas un seul lien n'a été établi avant qu'il n'ait pris place à bord du vol 253.

Bien que l'on ait refusé à Abdulmutallab d'entrer en Grande-Bretagne, qu'il ait payé 2800 \$ comptant pour son « billet pour le paradis » et qu'il n'ait pas eu de bagages, que posséderait généralement une personne détenant un visa de deux ans pour les États-Unis, l'ancien kamikaze aux sous-vêtements piégés a triomphé à tout coup et déjoué tous les « profilages » intrusifs en place destinés vraisemblablement à nous garder en « sécurité ». Quel tour de passe-passe!

Les preuves disponibles suggèrent que Abdulmutallab aurait dû aboutir sur la très confidentielle « liste d'élus » devant être soumis à des vérifications additionnelles ou sur la « liste des personnes interdites de vol » de la Transportation Security Administration (TSA). De plus, considérant les interceptions de la NSA et le rapport bibliographique de la CIA sur le suspect, cela seul aurait dû l'empêcher d'entrer au pays si les procédures de sécurité « habituelles » avaient été suivies. Elles ne l'ont pas été.

Tel que le rapportait [l'Independent on Sunday](#) la semaine dernière, « la révélation du passé de Abdulmutallab a confondu les experts en terrorisme ». Un de ces « experts », Magnus Ranstorp du Center for Asymmetric Threat Studies au Swedish National a déclaré au quotidien que « la tentative d'attentat à la bombe ne cadrerait pas ».

« D'une part, affirme M. Ranstorp, il semble qu'il était sur la liste de surveillance des terroristes, mais pas sur la liste des personnes interdites de vol. »

« Cela ne cadre pas, a élaboré M. Ranstorp, car le Département états-unien de la Sécurité intérieure a des moyens rigoureux d'exploration de données. Je ne comprends pas pourquoi il avait un visa valide s'il figurait sur la liste de surveillance des terroristes. »

Bonne question, Dr. Ranstorp. Probablement parce que quelqu'un le voulait à bord de cet avion. La question est : qui?

Considérant le « traitement spécial » accordé aux [activistes antiguerre](#) par la TSA aux aéroports, on aurait cru qu'un avertissement concernant le possible engagement de Abdulmutallab avec des terroristes — du reste par son propre père, un ancien représentant

gouvernemental en bons termes avec Washington — , de nombreuses interceptions de la NSA, un dossier de la CIA et des rapports du MI5 auraient sonné au moins une alerte rouge !

Dans le cas du suspect, il y avait tellement d'alertes rouges qu'on aurait cru que l'Armée rouge paradait dans l'aéroport d'Amsterdam Schiphol!

Là encore, comme [l'a mentionné](#) un ancien cadre supérieur de l'aviation au journaliste Daniel Hopsicker pendant son enquête sur les attentats du 11 septembre, il est possible que Abdulmutallab se trouvait à bord de cet avion pour la raison suivante : « Parfois, lorsque les choses n'ont pas de sens d'un point de vue commercial [...] c'est seulement qu'elles ont un autre sens ».

Comme le signale le [World Socialist Web Site](#) :

Dans l'ensemble, la tentative d'attentat à la bombe de Northwest et les attentats du 11 septembre sont étonnamment similaires. On pourrait même dire que c'est un modus operandi qui est en cause. Dans les deux cas, les personnes soupçonnées d'avoir posé ces gestes avaient fait l'objet d'enquêtes par la surveillance et le renseignement états-uniens et avaient été autorisées à entrer au pays, et à prendre des vols dans des conditions qui auraient normalement sonné de multiples alertes de sécurité.

À la fois hier et aujourd'hui, le gouvernement et les médias s'attendent à ce que le public accepte que seules des erreurs sont en cause. Mais pourquoi quiconque devrait présumer que l'inaction en présence de renseignements approfondis menant à Abdulmutallab n'impliquait que des erreurs « dues à l'ignorance » et non pas quelque chose de bien plus sinistre? (Bill Van Auken, « The Northwest Flight 253 intelligence failure: Negligence or conspiracy?, » World Socialist Web Site, 31 décembre 2009)

Il nous reste donc, chers lecteurs, à réfléchir à la question *cui bono*?

Qui profiterait politiquement d'un incident terroriste majeur en sol états-unien, serait déterminé à s'engouffrer dans la brèche et apte à le faire, et à exploiter la perte catastrophique de vies humaines qui s'ensuivraient?

En effet, qui?

Article original en anglais, [Who Would Benefit Politically from a Terrorist Incident on American Soil? The Strange Case of Umar Farouk Abdulmutallab](#), publié le 4 janvier 2010.

Traduction Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Tom Burghardt](#), Mondialisation.ca, 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca